

Drabo, Alassane; Guillaumont, Patrick

Research Report

Existe-t-il un piège d'émergence ?

FERDI Note brève, No. B199

Provided in Cooperation with:

Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI),
Clermont-Ferrand

Suggested Citation: Drabo, Alassane; Guillaumont, Patrick (2019) : Existe-t-il un piège d'émergence ?, FERDI Note brève, No. B199, Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI), Clermont-Ferrand

This Version is available at:

<https://hdl.handle.net/10419/269801>

Standard-Nutzungsbedingungen:

Die Dokumente auf EconStor dürfen zu eigenen wissenschaftlichen Zwecken und zum Privatgebrauch gespeichert und kopiert werden.

Sie dürfen die Dokumente nicht für öffentliche oder kommerzielle Zwecke vervielfältigen, öffentlich ausstellen, öffentlich zugänglich machen, vertreiben oder anderweitig nutzen.

Sofern die Verfasser die Dokumente unter Open-Content-Lizenzen (insbesondere CC-Lizenzen) zur Verfügung gestellt haben sollten, gelten abweichend von diesen Nutzungsbedingungen die in der dort genannten Lizenz gewährten Nutzungsrechte.

Terms of use:

Documents in EconStor may be saved and copied for your personal and scholarly purposes.

You are not to copy documents for public or commercial purposes, to exhibit the documents publicly, to make them publicly available on the internet, or to distribute or otherwise use the documents in public.

If the documents have been made available under an Open Content Licence (especially Creative Commons Licences), you may exercise further usage rights as specified in the indicated licence.

Existe-t-il un piège d'émergence ? Is There a Middle Income Trap ? *

Alassane DRABO
Patrick GUILLAUMONT

- Alassane DRABO, Chargé de recherche à la Ferdi.
- Patrick GUILLAUMONT, Président de la Ferdi.

« Lâche Abner, dans quel piège
as-tu conduit mes pas ? »
Racine, *Athalie*

Pour comprendre le sens et les enjeux de la notion à la mode de piège de revenu intermédiaire (en anglais *Middle Income Trap*), il faut revenir aux origines de la notion de piège (*trap*) appliquée à l'échelle macro-économique.

La notion de piège est aussi ancienne que l'économie du développement. Elle est même inhérente à ce qui a fait à l'origine la spécificité de l'économie du développement, centrée sur l'examen des *cercles vicieux* qui étaient supposés caractériser les plus bas niveaux de développement : par exemple, dans la version la plus ancienne (Nurkse, 1953), la croissance est faible parce que l'investissement est faible et l'épargne est faible parce que l'épargne est faible en raison du bas niveau de revenu par tête... ou dans une acception plus large du capital héritée de Perroux une insatisfaction des besoins fondamentaux (alimentation, santé, éducation) limite les capacités humaines, ce qui fait obstacle aux progrès dans la satisfaction même de ces besoins (Guillaumont, 1985).

* Ce texte est tiré d'une allocution présentée par Patrick Guillaumont à l'ouverture de la conférence « Les logiques et la portée des modèles économiques : vers un éclairage du modèle du Maroc », Casablanca, 21-23 mars 2018

Les cercles vicieux du sous-développement illustrent en quelque sorte l'existence d'un piège de bas niveau, en y ajoutant l'idée d'une causalité circulaire. Certes le « piège » n'était pas une fatalité à laquelle les pays auraient été condamnés, mais il représentait une *probabilité* élevée de ne pouvoir échapper à un blocage de croissance.

En un demi-siècle bien des pays à faible revenu sont sortis du piège, mais beaucoup semblent y avoir été effectivement bloqués. La catégorie des *Pays les moins avancés* (PMA) a précisément été conçue pour identifier les pays qui manifestaient une probabilité particulièrement élevée de rester à un faible niveau de revenu. Dès l'origine de la catégorie (1971), ces pays ont été identifiés non seulement par un faible niveau de revenu, mais aussi par des handicaps structurels de croissance dont la définition a varié au cours du temps, mais ont toujours eu trait au niveau du capital humain et à la faiblesse de la structure économique (aujourd'hui la vulnérabilité économique). A ce titre les PMA sont apparus comme des pays plus susceptibles que les autres de rester pauvres (Guillaumont 2009). En raison même de ces caractéristiques les pays les moins avancés ont été considérés comme justifiant un traitement spécifique de la communauté internationale.

Avec la notion de *piège de revenu intermédiaire*, on veut de nouveau identifier un risque élevé, non certes une fatalité, que des pays définitivement sortis du piège de bas niveau et souvent qualifiés d'émergents tombent dans un autre piège, situé à un niveau de revenu par tête plus élevé (dit intermédiaire) où leur développement serait en quelque sorte arrêté (ou fortement ralenti) pour des raisons quasiment indépendantes de leur volonté. De façon symétrique ou analogue à ce qui s'est passé pour les pays les moins avancés, il serait alors justifié d'accorder à ces pays un traitement particulier pour les aider à sortir de ce nouveau piège. Depuis que s'appuyant sur une étude de G. Garrett (2004) l'expression de « *middle income trap* » a été lancée par Gill et Kharas (2007), reprise dans de très nombreux articles¹, la notion de piège de revenu intermédiaire a été ainsi associée au problème politique de la différenciation du traitement accordé aux pays en développement en fonction de leurs caractéristiques structurelles et de leur niveau de revenu. En particulier elle a pu servir à justifier le maintien d'une Aide publique au développement (APD) à des pays ayant atteint des niveaux de revenus bien supérieurs au seuil servant à séparer les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire.

La notion de piège de revenu intermédiaire soulève ainsi un double problème. Le premier est un problème d'identification, le second un problème de politique nationale et internationale. Notre présentation est en conséquence centrée autour de deux questions : quels sont les fondements analytiques et empiriques de la notion de piège de revenu intermédiaire ? Quelles en sont les implications politiques ? Une rapide incursion sur le cas du Maroc nous aidera à répondre à la première question.

1. Parmi les principales contributions, citons celles de Alyar et al. (2013), Im and Rosenblat (2013), Bullman, Eden and Nguyen (2014), Eichengreen, Park and Shin (2014), Agenor et Canuto (2015), Gill and Kharas (2015), Larso, Loayza, and Woolcock (2016), Han and Wei (2017), Tuck-Primdahl (2017).

► L'identification d'un piège de revenu intermédiaire

Sémantique : l'émergence et le piège

Chacun est coutumier de la distinction entre pays à faible revenu pays à revenu intermédiaire et entre ceux-ci de la distinction entre pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, distinction opérée par la Banque mondiale depuis de nombreuses années et utilisée de façon beaucoup plus large et générale avec des seuils qui ont été maintenus fixes depuis plus de 30 ans (seuils établis en 2017 respectivement à 1005, 3955 et 12.285 \$).

La notion d'*émergence* est moins précise et revêt diverses significations selon le contexte où elle est utilisée. S'agit-il du passage d'une situation de revenu par tête faible à revenu par tête intermédiaire ? Ou du passage de la tranche inférieure à la tranche supérieure de ce revenu intermédiaire ? S'agirait-il si l'on veut se référer à la vieille théorie des étapes de croissance de Rostov du moment où le pays a « décollé » vers une croissance auto-entretenu ? Ou bien encore par référence à la théorie néoclassique de la croissance du moment où l'on entre dans un régime de convergence non conditionnelle ? Au Forum sur l'émergence tenu à Abidjan il y a un an, quelqu'un disait, repris par le président Ouattara, « l'émergence c'est quand on avait la tête sous l'eau et que l'on a maintenant la tête hors de l'eau »... Ne pourrait-on d'ailleurs utiliser le mot d'*émersion*, plus dynamique et qu'affecte le poète marocain Tchar Djaoub (« ...*J'arrive toujours dans la suspension juste des pulsations...J'arrive/ Et je vois peu à peu l'émersion* »).

Selon la définition donnée à l'émergence il peut y avoir diverses acceptions à l'idée d'un piège d'émergence. Si l'émergence se définit par rapport à un seuil de revenu le piège serait le risque (un risque élevé) de repasser en dessous de ce seuil ou même simplement de ne pouvoir progresser au-dessus de ce seuil. Si l'on se réfère à l'image du décollage, c'est évidemment un crash (on passe de l'émergence à l'urgence, « from emergence to emergency »), mais il s'agit alors d'un accident, auquel une forte probabilité ne saurait être attachée ! Si l'on se réfère à la théorie de la convergence ce serait la fréquence de conditions (la probabilité de facteurs) qui en arrêtent processus.

Fondements théoriques hétérogènes

La référence à la théorie de la convergence est évidemment indispensable pour pouvoir identifier l'existence d'un piège d'émergence. Selon le principe de convergence le taux de croissance du produit par tête doit diminuer à mesure que le produit par tête lui-même augmente. Ce principe n'est guère remis en cause dans son lien avec le principe des rendements décroissants et se trouve rarement rejeté dans les innombrables régressions de croissance transversale qui cherchent à faire apparaître l'impact de tel ou tel facteur sur la croissance (en contrôlant celui,

négalatif, du revenu par tête initial). Si donc il y a convergence il est normal que la croissance du revenu par tête soit plus faible dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure que dans les pays à revenu faible, dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure que dans les pays en de la tranche inférieure de revenu faible, et dans les pays à revenu élevé que dans les pays de la tranche supérieure du revenu intermédiaire. Pour qu'il y ait « piège », il faut que d'autres raisons endogènes accélèrent la baisse du taux de croissance lorsque se trouve atteint un certain un niveau de revenu intermédiaire et font qu'alors s'arrête le processus de convergence. .

Les raisons avancées varient selon les auteurs. En voici quelques-unes.

- a) La croissance des inégalités associée à celle du revenu moyen (selon la vieille hypothèse de Kuznets) risque d'entraîner des troubles sociaux et politiques qui à leur tour limitent la croissance.
- b) La croissance des exportations de matières premières qui sous l'effet de leur prix ou de découvertes minières fait croître le revenu à un niveau « intermédiaire » risque d'être gérée comme un choc positif permanent alors qu'elle correspond souvent à un choc transitoire, cad réversible, conduisant à des difficultés budgétaires ou de balance des paiements et à un ralentissement de la croissance. La supposée « malédiction des ressources naturelles » serait alors une des formes du piège de revenu intermédiaire. Mais il n'y a pas de malédiction véritable des ressources naturelles, même si leur gestion est toujours difficile. .
- c) Ou bien encore il pourrait y avoir un syndrome hollandais généralisé, caractérisé par une difficulté politique générale à gérer les suppléments de revenu engendré par la croissance.
- d) Ou encore l'épuisement de la réserve de travail ayant assuré de bas salaires ayant favorisé une croissance tirée par les exportations conduit à une hausse des salaires et à une perte de compétitivité par rapport à des pays moins avancés sans que les progrès technologiques et la diversification soient suffisants pour rendre le pays compétitif vis-à-vis des pays plus avancés. Le piège serait lié à la difficulté de passer d'un régime de croissance reposant sur la mobilisation d'une main d'œuvre abondante et sur l'accumulation à un régime de croissance reposant principalement sur des progrès de productivité.
- e) Enfin la baisse de l'APD avec la hausse du niveau de revenu par tête ne serait pas compensée par une hausse équivalente des recettes publiques, ce qui engendrerait un déficit public, puis indirectement une politique d'ajustement ralentissant ou annulant la croissance.

Nous reviendrons sur ce dernier argument utilisé pour justifier le maintien d'un niveau d'aide élevé aux pays intermédiaire. Il suffit ici de noter que les hypothèses de piège de revenu intermédiaire sont généralement associées à des hypothèses sur le comportement de l'État, et qu'elles ne peuvent en conséquence être considérées

comme des facteurs véritablement exogènes. S'il est légitime sur le plan théorique de supposer des comportements moyens, ou le comportement d'un agent représentatif, il l'est assez peu lorsqu'il s'agit d'États. Il n'y a pas d'État représentatif, il n'y a que des États libres de conduire les politiques de leur choix, même si certes ils peuvent être soumis à des pressions d'autant plus fortes que les ressources dont ils disposent sont plus abondantes.

Fondements empiriques élusifs

Divers tests ont été fournis à l'appui de l'hypothèse de piège de revenu intermédiaire. Ils ont principalement consisté à représenter le revenu par tête présent (exprimé en log) en fonction du revenu par tête d'une année d'origine ancienne (par exemple 1960 ou 1970) et à faire apparaître que la majorité des pays à revenu intermédiaire était restée dans cette catégorie sans en sortir. Mais ce genre de test soulève plusieurs problèmes méthodologiques.

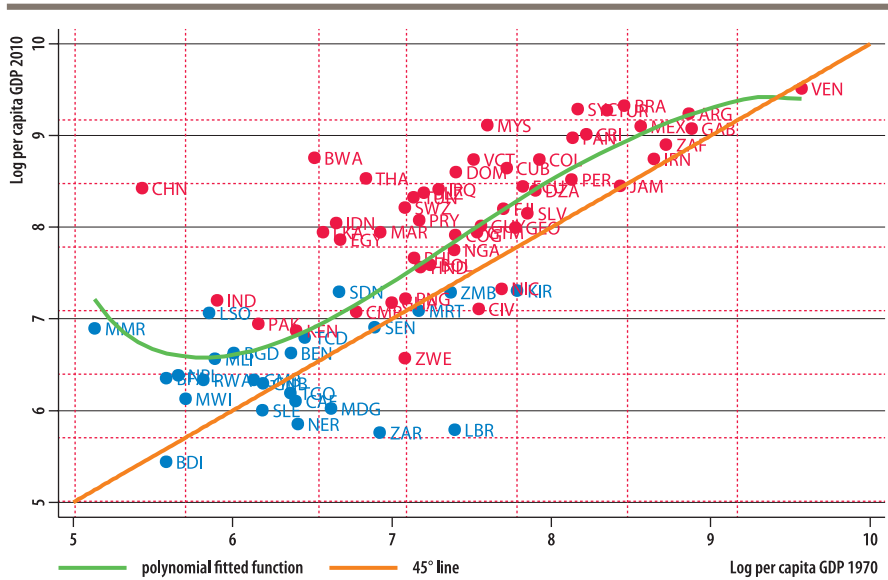
Doit-on d'abord considérer le niveau absolu des revenus par tête ou un niveau relatif par rapport à celui d'un pays développé, en l'occurrence les États-Unis ? Cette seconde option est souvent privilégiée car elle a plus de chance de faire apparaître un ralentissement ou un tassement de la croissance dans les pays à revenu intermédiaire, sans être pour autant clairement justifiée. Elle fournit plus un test de convergence absolue que de piège à proprement parler. S'agissant d'identifier un « piège » il nous paraît préférable de retenir les niveaux absolus.

Un autre problème est celui de la classification entre pays à faible revenu et pays à revenu intermédiaire ou même entre pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et de la tranche supérieure. Il est douteux que cette classification soit adaptée à l'objet du test, dans la mesure où la distance qui sépare les seuils d'identification de ces groupes n'est pas la même et est finalement conventionnelle.

Dans ce qui suit nous avons opéré plusieurs tests, qui ne permettent pas de déduire l'existence d'un piège de revenu intermédiaire avec une probabilité suffisante.

Le premier test conduit, à la manière de travaux précédents (Agenor et Canuto, 2015) évoqués plus haut, a consisté à représenter le log du produit par tête en 2010 (ou 2015) en fonction du log du produit par tête en 1960 ou en 1970, et en utilisant des sources de données variées (essentiellement WDI et NU). La diagonale permet de séparer les pays qui ont vu leur revenu par tête augmenter (la grande majorité) de ceux qui l'ont vu diminuer (une minorité). Une autre ligne droite partant de l'origine correspond au rapport entre le log du revenu par tête des États-Unis en 2010 et sa valeur à l'année d'origine (en monnaie constante). Cette droite permet de faire le même partage que précédemment mais cette fois selon que les pays ont vu augmenter ou diminuer le niveau relatif de leur revenu par tête. Enfin plutôt que de quadriller le graphique en fonction de lignes arbitraires de produit par tête nous l'avons fait en fonction de lignes représentant à chaque fois un doublement de ce produit, à partir d'un niveau minimum de 150 \$, passant donc à 300, 600, 1200, 2400, 4800, 9600, etc.

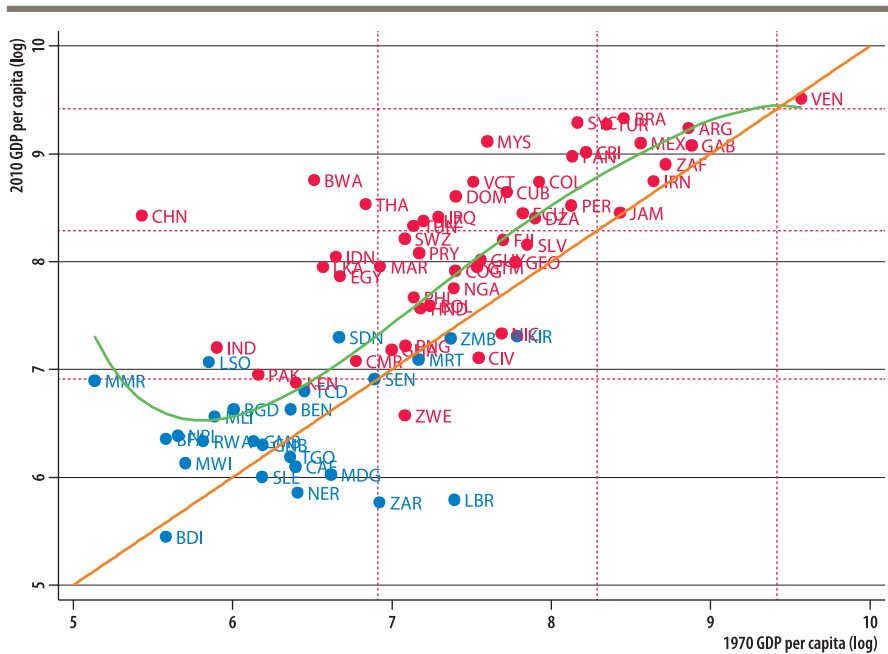
Figure 1. Le PIB par tête de 2010 en fonction de celui de 1970 (Log GDP 2010 vs log GDP 1970)



Source: Banque mondiale WDI

6

Figure 1bis. Le PIB par tête de 2010 en fonction de celui de 1970 (les traits verticaux et horizontaux désignent les seuils de classification de la Banque mondiale en 2010)



Source: Banque mondiale WDI

On voit clairement apparaître dans le graphique la situation des PMA, répartis dans la case inférieure gauche des deux côtés de la diagonale, alors qu'aux niveaux supérieurs de revenu les pays se trouvent généralement au-dessus de la diagonale : la probabilité de rester dans une certaine zone de revenu sans accéder à une tranche supérieure était à l'origine (1960 ou 1970) clairement plus élevée pour les pays à revenu intermédiaire que pour les pays à revenu faible et plus particulièrement pour les PMA. Des résultats voisins des nôtres ont été produits par Larson, Loyasa et Woolcock (2016) tant en prenant 1985 que 1960 pour origine.

Il faut toutefois reconnaître que le test précédent reste statique puisqu'il identifie les pays à revenu intermédiaire par leur niveau de revenu seulement lors de l'année d'origine, sans examiner le risque de stagnation ou de récession lorsqu'est atteint un certain niveau intermédiaire de revenu.

Nous avons donc procédé à un second test, qui a consisté à estimer année par année le taux de croissance du revenu par tête en fonction du revenu par tête de l'année antérieure, de son carré et de son cube ou de son niveau à une puissance plus élevée afin de détecter d'éventuels points de retournement manifestant un risque de ralentissement de la croissance à certains niveaux de revenu. Là encore le test a été conduit avec des données de plusieurs sources (WDI et NU), sur des périodes variées (1960-2010, 1970-2010, 1970-2015) et avec des échantillons variés. La meilleure estimation a été obtenue en panel sans effets fixes pour la période 1960-2016 avec un polynôme de degré 4. De cette estimation (aux prix de 2010) il ressort qu'à de faibles niveaux de revenu la croissance a tendance à décliner rapidement avec l'augmentation du revenu, suggérant un piège de bas niveau (aux alentours de 500 \$), sans qu'apparaisse une rupture équivalente dans la zone de revenu intermédiaire, avec cependant une légère inflexion à la baisse (autour de 3000 \$), qui correspond plutôt à un retour vers un processus normal de convergence.

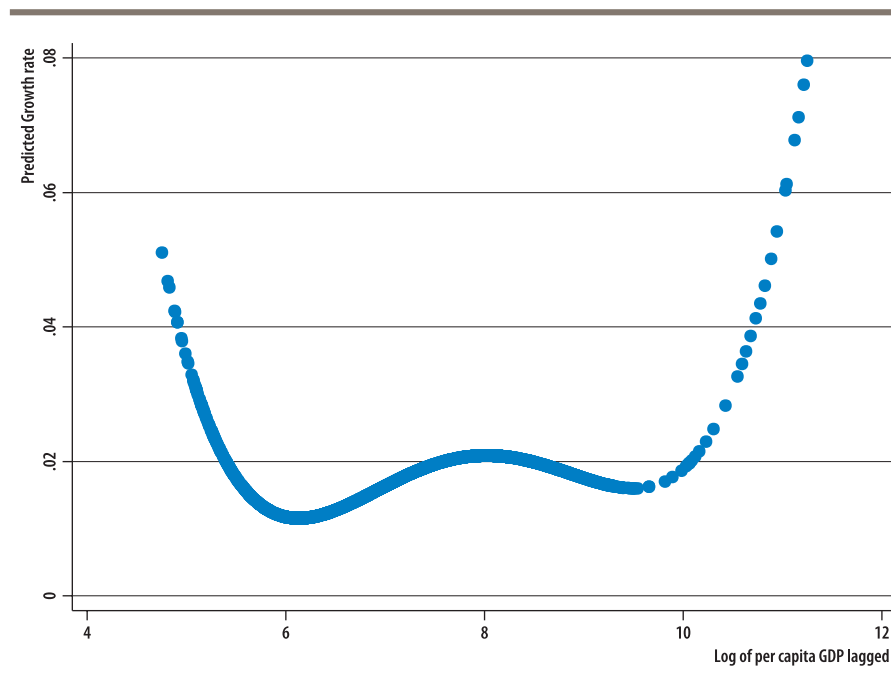
Tableau 1. Estimation en panel du taux de croissance en fonction du niveau du produit par tête

Growth = (log GDP lag) + (log GDP lag carré) + (log GDP lag cube) + (log GDP lag exp 4) + Constant
1960 - 2016

	(1) growth
Log per capita GDP lag	-1.598*** (4.34)
Log per capita GDP lag square	0.314*** (4.33)
Log per capita GDP lag 3	-0.027*** (4.32)
Log per capita GDP lag 4	0.001*** (4.30)
Constant	3.010*** (4.35)
N	4694
Countries	106
R-square	0.006

Figure 2. Le taux de croissance annuel du PIB par tête de 1960 à 2016 en fonction du niveau du PIB par tête de l'année antérieure.

8



Un regard sur la croissance longue du Maroc

Le même test a été opéré à titre d'illustration pour le seul Maroc afin de voir si la croissance de ce pays au cours des cinquante dernières années manifeste un essoufflement une fois passé un certain seuil de revenu. Serait-ce le cas, ce ne serait d'ailleurs pas nécessairement le symptôme d'un piège d'émergence ! De fait le graphique 3 ci-dessous fait apparaître un ralentissement de croissance à partir de 2007, ce qui peut correspondre à la conjoncture mondiale à la suite de la crise financière de cette période ou à d'autres facteurs spécifiques au Maroc. L'impact de la conjoncture mondiale est saisi à travers le graphique suivant (figure 4) où est représentée la tendance du taux de croissance relatif, c'est à dire du ratio entre le PIB par tête du Maroc et le PIB par tête mondial : la tendance déclinante demeure, mais très atténuée. Si enfin la tendance des termes de l'échange (elle-même déclinante sur la même période) (Figure 5) est mise en parallèle avec la tendance du revenu relatif, il devient difficile de diagnostiquer un piège d'émergence...

Figure 3. Évolution du taux de croissance annuel du PIB par tête au Maroc de 1967 à 2016 et courbe d'ajustement polynomial

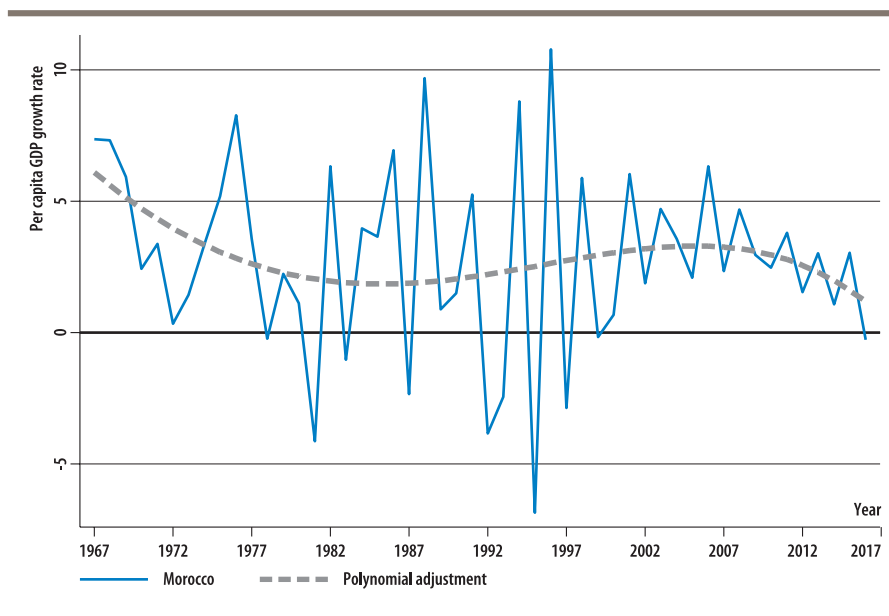
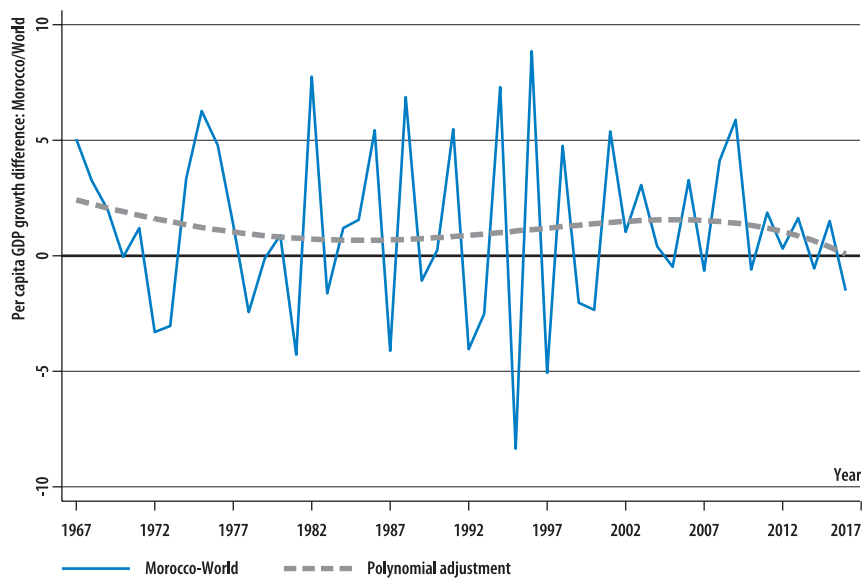
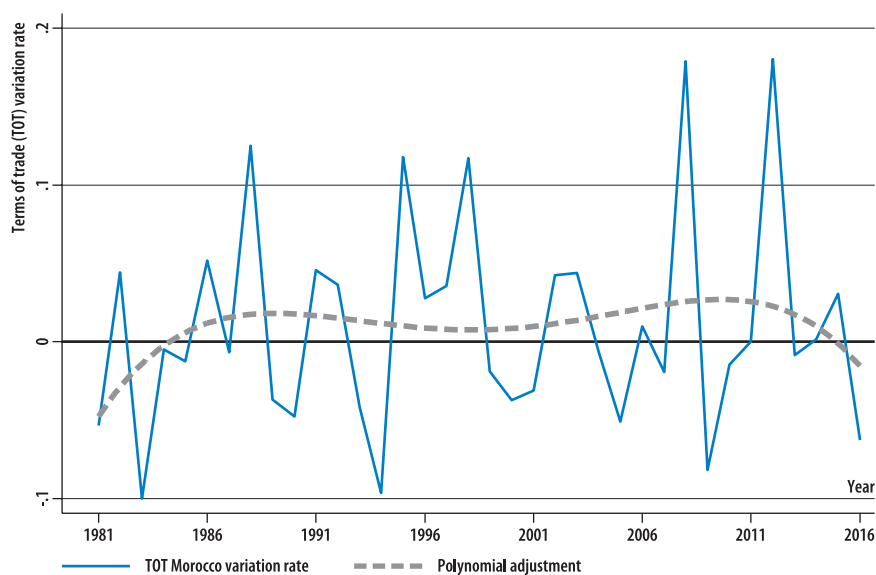


Figure 4. Évolution de la différence entre le du taux de croissance annuel du PIB par tête au Maroc de 1967 à 2016 et le taux de croissance de l'économie mondiale, ajustement polynomial



10

Figure 5. Évolution du taux de croissance des termes de l'échange du Maroc et son ajustement polynomial



En bref, pas de piège d'émergence, malgré d'inévitables risques

Pour revenir à une vue d'ensemble de l'évolution des pays à revenu intermédiaire, notre conclusion, rejoignant celle d'autres auteurs (Larson, Loayza, Woolcock, 2016, Han et Wei, 2017, Tick-Prindahl, 2017) est donc bien qu'il n'existe pas de piège de revenu intermédiaire, encore moins de piège d'émergence, en ce sens qu'il n'y a pas de probabilité significative que la croissance se ralentisse au-delà du processus normal de convergence lorsqu'un pays atteint un certain niveau de revenu intermédiaire. En revanche il reste vrai que les pays à revenu intermédiaire ne peuvent poursuivre leur croissance à un rythme soutenu que s'ils sont capables d'améliorer leur productivité, ce qui implique un cadre institutionnel favorable et des politiques macro-économiques saines.

En bref la différence fondamentale entre la situation des PMA, qui ont été ou sont encore confrontés au piège de bas niveau, et les pays à revenu intermédiaire, qui sont supposés tomber dans un piège d'émergence, est que les premiers sont beaucoup plus que les seconds soumis à des facteurs exogènes, leurs handicaps structurels, alors que le développement des pays intermédiaires dépend pour une plus large part de leur politique. Le piège alors devient un risque circonscrit à la sphère politique, et de moindre probabilité. Au demeurant, s'il se produit, il peut entraîner un brusque arrêt de la croissance, voire en cas de conflit un cercle vicieux où l'arrêt de la croissance exacerbe les tensions sociales et politiques et alimente le conflit.

Reconnaissons enfin qu'il existe dans la vie des nations des épisodes de croissance dont une riche littérature a examiné les facteurs, mais le risque d'interruption de ces épisodes ne semble pas correspondre au franchissement d'un certain seuil de revenu.

► Les implications politiques de l'idée de piège de revenu intermédiaire : émergence et graduation ²

Si la notion de piège de revenu intermédiaire a eu un tel succès pendant les dix dernières années, alors même que ses fondements théoriques et empiriques étaient incertains, c'est qu'elle a trouvé un écho important dans le débat sur l'adaptation des politiques de coopération selon le niveau de revenu par tête. En effet avec l'augmentation de leur revenu certains pays peuvent être amenés à sortir d'une catégorie à laquelle sont associés des avantages commerciaux ou financiers, ce que l'on appelle en anglais leur « graduation ». Ou plus généralement le traitement accordé par la communauté internationale aux pays en développement peut être différencié selon le niveau atteint. Ces deux notions de graduation et

2. Voir Boussichas et Guillaumont (2017)

de différenciation, initialement conçues pour le cas des pays les moins avancés, se retrouvent maintenant discutées pour le cas des pays à revenu intermédiaire. L'hypothèse d'un piège de revenu intermédiaire trouve place dans ce débat.

Le problème de la graduation, tel que posé pour les PMA et la sortie du piège de bas niveau

Le terme de graduation est lui-même ambigu. Il évoque en français quelque chose de continu, de graduel, alors qu'en anglais il s'apparente plutôt à la collation d'un grade, la « diplomation ». « The graduate », c'est le lauréat. Être gradué est une mauvaise traduction pour dire que l'on obtient un grade ou que l'on passe d'une catégorie à une catégorie supérieure. Il est piquant que s'agissant des PMA, la traduction officielle des NU, maintenant abandonnée, du mot graduation ait été radiation, à tel point qu'un pays naguère éligible pour être « gradué », ce qui avait une connotation positive, ait exprimé son refus d'être « radié », ce qui évoquait pour lui une punition... De fait le problème de la graduation des PMA, c'est-à-dire de la sortie de la catégorie des PMA, a pendant longtemps été rendu difficile du fait que la perte des avantages associés à la catégorie, tels qu'ils étaient perçus, a suscité une résistance assez forte des pays concernés.

Il a fallu attendre le début de cette décennie pour que le courant d'opinion se renverse : la graduation a alors été considérée plutôt comme un succès de la politique de développement des pays concernés et l'occasion pour eux de mieux s'insérer dans le système économique mondial. Ce changement d'attitude a été le résultat de plusieurs facteurs : la stratégie de transition douce recommandée aux Nations unies et plus ou moins mise en œuvre, la quatrième Conférence des Nations unies sur les PMA tenue à Istanbul en 2011, qui a donné pour objectif que la moitié des PMA remplissent dix ans plus tard les conditions d'éligibilité à la graduation, mais aussi le fait que les rares pays gradués depuis quelques années (Cap Vert, Maldives, Samoa, ... après le Botswana en 1994) ne s'en étaient pas trouvés mal.

Cette question de la graduation des PMA a donné lieu à d'amples débats au sein du système des Nations unies, qui ont porté sur les critères de graduation (définis en 1991 de façon très prudente et restrictive par rapport aux critères d'inclusion dans la catégorie), sur les modalités de transition et le calendrier de mise en œuvre (avec notamment la possibilité de différer la suspension de certains avantages attachés à la catégorie). (voir Guillaumont 2009, Drabo et Guillaumont, 2014, 2016)

Les mêmes problèmes se retrouvent chaque fois qu'un pays sort d'une catégorie à laquelle sont attachés certains avantages spécifiques. Mais s'agissant des pays à revenu intermédiaire le problème de la graduation revêt un caractère beaucoup plus flou. D'abord il n'existe pas une catégorie officielle internationalement reconnue par les Nations unies comme celle des PMA. Il y a certes des groupes de pays définis par leurs caractéristiques géographiques (enclavées, insulaires) : certains avantages peuvent leur être accordés ou retirés sans qu'il puisse y avoir évidemment de sortie de la catégorie. Il y a encore des groupes de pays identifiés

par leur niveau de revenu (selon des seuils établis en valeur constante) : certains avantages peuvent leur être accordés ou retirés par tel ou tel partenaire, mais les pays peuvent aussi changer de groupe selon leur développement.

Le problème de la graduation pour l'accès à l'APD (graduation au sens de l'OCDE)

Il existe en fait un cas général de graduation, clairement identifié et débattu pour les pays intermédiaires, c'est celui qui résulte de l'inscription sur la liste des pays en développement susceptibles de recevoir de l'APD. Cette catégorie de pays éligibles à l'APD est définie par le CAD de l'OCDE sans autre objet que d'autoriser les pourvoyeurs d'aide à enregistrer comme telle selon sa destination un flux répondant aux conditions financières de l'APD. Le seuil fixé par le CAD est le seuil séparant un haut niveau de revenu par tête (12300 \$ en 2017) et un revenu intermédiaire supérieur : pour que le pays soit « gradué », c'est-à-dire sorti de la liste il fallait traditionnellement qu'il dépasse ce seuil sur une moyenne de trois années.

Très peu de pays ont jusqu'à présent rempli cette condition (...), mais le problème s'est posé récemment de savoir si des pays ayant rempli cette condition mais ayant subi des chocs naturels importants pouvaient être néanmoins maintenus sur la liste. Ce qui est mis en avant à l'encontre de la graduation (au sens du CAD), c'est la vulnérabilité des pays éligibles. Il est à noter que c'est aussi la vulnérabilité qui a été mise en avant pour contester ou différer la graduation des PMA, ou pour en atténuer les conséquences. En particulier l'AG des NU dans le cadre d'une résolution sur la « smooth transition » a ainsi invité les partenaires du développement à utiliser comme critères d'allocation de leur aide les critères d'identification des PMA, à savoir, outre le revenu par tête, l'indice de capital humain et l'indice de vulnérabilité économique. La vulnérabilité (ainsi que le risque de réversibilité qui lui est associé) apparaît donc bien comme un moyen de tempérer la rigidité des seuils de graduation.

Mais la règle d'éligibilité et graduation de l'accès à des flux qualifiés d'APD ne concerne que les plus avancés des pays à revenu intermédiaire. Si un piège est supposé, ce serait donc un piège de revenu élevé, donc un risque, mais assurément pas un « piège », encore moins un piège de revenu intermédiaire !.

En bref, des critères continus de revenu et vulnérabilité, plutôt qu'un traitement en fonction de catégories de pays (ou de revenu)

La conclusion de cette seconde partie est symétrique de la première. La première a fait valoir qu'il n'y a pas rigoureusement de piège d'émergence, mais des risques propres à chaque étape de développement et de plus en plus dépendants des choix autonomes des pays. Cette seconde partie suggère qu'il n'y a pas de raison d'exclure des pays des bénéfices de certaines mesures internationales en fonction de leur appartenance à une certaine catégorie de revenu, mais que l'importance

de ces mesures doit être significativement décroissante à mesure qu'augmente le niveau de revenu et qu'elle doit aussi prendre en compte les facteurs de vulnérabilité qui affectent de façon spécifique les pays.

Ce qui est vrai en particulier pour l'aide ou les conditions financières des flux publics, ne l'est certes pas toujours. C'est le cas pour les mesures de type binaire, comme le sont souvent les mesures commerciales (avoir ou non accès sans restriction à un marché). Les catégories reprennent alors l'avantage, mais plus encore les négociations bilatérales ou multilatérales.

► Références

- **Agénor, P.R., Canuto, O., ve Jelenic, M.,** (2015). Middle-income growth traps *Research in Economics* 69 (2015) 641–660.
- **Aiyar, S., Duval, R., Puy, D., Wu, Y., Zhang, L.,** (2013). Growth Slowdowns and the Middle-Income Trap. *IMF Working Paper*. No. 13/71. Washington, DC.
- **Bulman, D., Eden, M., Nguyen, H.,** (2014). Transitioning from Low-Income Growth to High-Income Growth: Is there a Middle-income Trap? *WB Policy Research Working Paper* No. 7104. World Bank. Washington, DC.
- **Eichengreen, B., Park, D., Shin, K.,** (2014). Growth slowdowns redux, Japan and the *World Economy*, 32, pp. 65–84.
- **Garrett, G.** (2004). "Globalization's Missing Middle." *Foreign Affairs* 83 (6) : 84–96.
- **Gill, I., Kharas, H.,** (2007). An East Asian Renaissance: Ideas for Economic Growth. World Bank, Washington, DC.
- **Gill, I.S., Kharas, H.,** (2015). The Middle-Income Trap Turns Ten. Policy Research Working Paper 7403. World Bank, Washington, DC.
- **Guillaumont, P.,** (1985). *Économie du développement* (3 volumes : 1 - *Le sous-développement*, 464 p. ; 2 - *Dynamique interne du développement*, 605 p ; 3 - *Dynamique internationale du développement*, 367 p. "Collection Thémis", Presses Universitaires de France, Paris, 1985.
- **Guillaumont, P.,** (2009). *Caught in a trap. Identifying the least developed countries*, *Economica*, 2009, 386 p.
- **Han, X. and Wei S.J.,** (2017). Re-examining the middle-income trap hypothesis (MITH): What to reject and what to revive? *Journal of International Money and Finance* 73 (2017) 41–61
- **Im, F.G., Rosenblatt, D.,** (2013). Middle-Income Traps: A Conceptual and Empirical Survey. WB Policy Research Working Paper No. 6594. The World Bank. Washington, DC.
- **Larson, G., Loayza N., Woolcock M.,** (2016). The Middle-Income Trap: Myth or Reality? *Research & Policy Briefs from the World Bank Malaysia Hub*.
- **Nurkse, R.,** (1953). Problems of Capital Formation in Under- developed Countries. Oxford: *Oxford University Press*.
- **Tuck-Primdahl, M.,** (2017). The middle-income trap has little evidence going for it. *The Economist*, Special report: Out of the traps, October 7th 2017.



Créée en 2003, la **Fondation pour les études et recherches sur le développement international** vise à favoriser la compréhension du développement économique international et des politiques qui l'influencent.



Contact

www.ferdi.fr

contact@ferdi.fr

+33 (0)4 73 17 75 30

n° ISSN : 2275-5055

